Haïti : les raisons de la crise

Mouvement de protestation contre la corruption, mais aussi inflation, pénuries d'essence, d'électricité, et difficultés pour s'approvisionner en denrées de base : telles sont les conditions dans lesquelles se développe la crise actuelle que connaît Haïti.



Pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental et parmi les plus exposés aux aléas climatiques, Haïti connaît depuis longtemps des difficultés pour nourrir ses habitants. Selon la Banque mondiale, 59% de la population haïtienne vit sous le seuil de pauvreté (avec moins de 2,41 dollars par jour) et près d'un Haïtien sur quatre connaît l'extrême pauvreté (moins de 1,23 dollar par jour). Seulement un quart de la population a accès à l'électricité. Le taux de chômage officiel du pays – 30% – est fortement en-deçà de la réalité. En décembre 2018, le Programme alimentaire mondial des Nations Unies estimait «qu'entre mars et juin 2019, 2,6 millions de personnes seraient en situation de grande insécurité alimentaire, dont 571 000 en urgence alimentaire». Une situation incertaine qu'aggrave encore la crise politique et économique en cours.

Le pays connaît en effet une vague de protestation contre le gouvernement, accusé de corruption.

Tout est parti d'un rapport publié en 2017 par le Sénat haïtien, qui accusait des dizaines de responsables gouvernementaux et de chefs d'entreprises privées de détournements durant de nombreuses années, pour un total de 2 milliards de dollars, au détriment de Petrocaribe – un programme d'aide auquel participent plusieurs pays des Caraïbes dont Haïti, et qui leur permet de s'approvisionner en pétrole venu du Venezuela et vendu à prix réduit. Les fonds disparus auraient dû aller au développement des infrastructures et à la santé, à l'éducation et aux programmes sociaux.

De la hausse du carburant aux manifestations contre la corruption

Pour aller plus loin :
- *L'actualité du Défap en Haïti*
- *PLATEFORME HAITI : Présentation sur le site de la Fédération protestante de France*

Les manifestations lancées en protestation contre une hausse de 40% du prix du carburant en juillet 2018 ont marqué le début des troubles actuels. Puis, le 14 août, le cinéaste et écrivain haïtien Gilbert Mirambeau Jr. a publié une photo de lui-même sur les réseaux sociaux, brandissant une pancarte demandant où étaient allés les fonds PetroCaribe, hashtag #PetroCaribeChallenge. Le tweet est rapidement devenu viral, inspirant à la fois la jeunesse haïtienne et la diaspora haïtienne. Des bannières noires ont commencé à être érigées au-dessus des rues de la capitale, Port-au-Prince, demandant «Kot Kòb Petwo Karibe a?» («Où est l'argent PetroCaribe?»)

Le mouvement de protestation a débuté pacifiquement, attirant

un nombre croissant de manifestants qui appelaient le gouvernement à une gestion plus responsable, puis poussant des personnalités politiques d'opposition à s'y impliquer à leur tour. Les premiers affrontements ont eu lieu en octobre et novembre. La colère suscitée par la corruption, mais aussi par une inflation dépassant les 15%, des pénuries d'essence et l'échec des promesses gouvernementales d'introduire de l'électricité 24h/24 et de stimuler la production agricole, a atteint un paroxysme le 7 février. L'opposition a alors lancé une série de manifestations baptisées «Opération Lockdown Haiti». Certains manifestants ont incendié des voitures et pillé alors que la situation en matière de sécurité se détériorait. Au moins neuf personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées au cours de manifestations qui ont duré dix jours et qui ont vu 78 détenus s'échapper d'une prison à Aquin, une ville du sud d'Haïti. Les violences et nombreuses barricades bloquant les axes majeurs de circulation ont paralysé l'activité économique ces dix derniers jours dans la capitale.

Le président Jovenel Moïse n'a pris la parole devant la nation que le jeudi 14 février, une semaine après le début des manifestations. Au cours d'une allocution télévisée, il a appelé le pays à le soutenir, affirmant qu'il ne démissionnerait pas sous la pression de gangs armés. Les manifestations se sont poursuivies après son discours, mais les rues sont plus calmes depuis dimanche, même si la situation reste très incertaine.